

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/326

22 octobre 2001

(01-5216)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais/
français

PROJET

HAÏTI – ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

Décision du ... 2001

Tenant compte de la demande présentée par Haïti en vue d'obtenir une dérogation à ses obligations au titre de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, fait à Marrakech le 15 avril 1994 ("Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane"), et notant:

- que Haïti est partie à l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord sur l'évaluation en douane) et s'est prévalu du paragraphe 1 de l'article 20 dudit accord le 30 janvier 1996, et qu'il devait donc appliquer les dispositions de l'Accord le 30 janvier 2001;
- que Haïti a présenté à bon droit sa demande de dérogation figurant dans le document G/C/W/256/Rev.1 et qu'il a l'intention de faire en sorte que cette dérogation s'applique sur une base limitée et à titre transitoire;
- les efforts considérables déployés par Haïti pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane;
- que Haïti continue de recevoir une assistance technique pour la mise en œuvre et l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane, qui contribue de manière significative à la réalisation de cet objectif;
- la détermination dont Haïti fait preuve de longue date et les efforts considérables qu'il accomplit pour réformer et moderniser son administration douanière, ainsi que son objectif consistant à assurer la mise en œuvre et l'administration effectives de l'Accord sur l'évaluation en douane;
- que les autorités haïtiennes ont établi un programme de travail détaillé¹, auquel participent les ministères et organismes compétents, pour permettre d'élaborer et d'adopter une législation et de mener à bien les procédures administratives et juridiques internes, y compris en ce qui concerne la formation, la diffusion de renseignements et d'autres mesures, afin de mettre en œuvre et d'appliquer l'Accord sur l'évaluation en douane;

¹ Annexe.

- que Haïti n'applique pas de valeurs minimales à l'heure actuelle et n'a pas l'intention de le faire après la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane;
- que Haïti mettra en œuvre et appliquera d'ici au 30 janvier 2003 le paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données²;
- que Haïti n'utilise pas, et ne prévoit pas d'utiliser, de services d'inspection avant expédition dans son système d'administration douanière et d'évaluation en douane;
- que Haïti a indiqué que ce serait la seule dérogation qu'il demanderait en vue de différer la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane;

Eu égard aux Directives concernant l'examen des demandes de dérogation, adoptées le 1^{er} novembre 1956³, au Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, et aux paragraphes 3 et 4 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce;

Les Membres, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décident, au vu des circonstances exceptionnelles énoncées ci-dessus, ce qui suit:

1. Sous réserve des conditions et modalités énoncées ci-après, Haïti sera relevé de ses obligations découlant de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane du 30 janvier 2001 au 30 janvier 2003.
2. Le gouvernement haïtien rendra compte au Conseil du commerce des marchandises d'ici au 31 mars 2002 et au 31 octobre 2002 des progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail figurant dans l'annexe et de la situation concernant la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, ainsi que des conditions et modalités énoncées dans la présente dérogation.
3. La présente dérogation est sans préjudice des droits et obligations de Haïti au titre des Accords de l'OMC, notamment des droits et obligations qui découlent de l'Accord sur l'évaluation en douane.

² G/VAL/5.

³ L/532.

ANNEXE

PROGRAMME DE TRAVAIL ET D'ACTIVITÉ POUR LA PÉRIODE ALLANT DE 2001 A 2003

(Mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994)

OBJECTIFS	ACTIVITÉS	PÉRIODES	BESOINS	BUT	ENTITÉ RESPONSABLE
Législation et procédure douanière	Mise à jour de la législation douanière et des procédures administratives	Juillet 2001 Décembre 2002	Adaptation de la législation douanière nationale et les procédures à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane		Douane
Groupe de travail	Établir un groupe d'étude composé des représentants, des Ministères et secteurs concernés	Janvier 2001 Juin 2001	Recommandations pour la mise en œuvre de l'accord par tous les secteurs concernés		Ministère des Finances Douane/Ministère du Commerce
Formation	Formation d'enquêteur des évaluations et du personnel en général	Juillet 2001 Janvier 2003	Participation à des cours de formation et des séminaires organisés principalement à l'OMD sur l'évaluation en douane - Établissement de programmes destinés aux fonctionnaires de l'administration douanière	Renforcement de la capacité des fonctionnaires	OMC OMD Douane française ENDH
Infrastructure matérielle	Structure de l'évaluation	Janvier 2002 Juin 2002	Recrutement d'agents pour la création d'un service d'enquête - Établissement d'unités d'évaluation au niveau local - Restructuration du Service de contrôle à posteriori. Installation fichier/valeur dans tous les bureaux de douane	Modernisation de structure chargée de l'évaluation. Utilisation des moyens Informatiques	Douane
Base des données sur l'évaluation et sur la fraude douanière	Création des bases de données	Juillet 2002 Janvier 2003	Lutte contre la fraude douanière Évaluation des risques ciblage	Base des données sur l'évaluation	Douane